

LES MANUELS SCOLAIRES AU BURKINA FASO. APERÇU HISTORIQUE D'UN FACTEUR DE QUALITÉ DE L'ÉDUCATION.

KABORÉ Amado

INSS/CNRST

E-mail: kabore_amado83@yahoo.fr

RAMDÉ Eunoc

Université Joseph Ki-Zerbo

KABORÉ Sibiri Luc

INSS/CNRST

Résumé : L'éducation demeure le principal moyen d'accès au savoir, aux compétences et au savoir-faire. A l'heure du XXI^{ème} siècle, tout le monde semble s'accorder de cette importance de l'éducation (UNESCO, 1990 ; CONFEMEN, 2018 ; ONU, 2015). Cependant, la réalisation effective de cet idéal ne peut être effective que grâce à l'union de certaines conditions telles que la mise à disposition à tous les apprenants/tes et aux enseignants/tes de manuels scolaires adaptés facilitant leur enseignement/apprentissage. L'histoire de l'éducation du Burkina Faso est jalonnée par des efforts d'approvisionnement des élèves et enseignants en manuels scolaires et pédagogiques par l'État et ses partenaires. Les premiers manuels utilisés furent ceux hérités de l'école coloniale française. Les premières décennies après les indépendances ont été marquées par une politique d'approvisionnement axée sur l'importation des manuels scolaires. Mais, à la faveur de la réforme de l'éducation communautaire pour le développement de 1979, les premiers manuels ont été produits sur place en Haute-Volta. Depuis 1986, les manuels scolaires actuels en usage au primaire sont édités et produits localement. Cet état de fait dénote d'un engagement politique pour les manuels scolaires.

Mots-clés : apprentissage, Burkina Faso, histoire de l'éducation, manuels scolaires.

Abstract: Education remains the primary means of access to knowledge, skills and know-how. At the time of the 21st century, everyone seems to agree on the importance of education (UNESCO, 1990; CONFEMEN, 2018; UN, 2015). However, the effective realization of this ideal can only be achieved through the union of certain conditions such as the availability to all learners and teachers of adapted textbooks that facilitate their teaching/learning. The

history of education in Burkina Faso is marked by efforts to supply pupils and teachers with textbooks and teaching materials by the State and its partners. The first textbooks used were those inherited from the French colonial school. The first decades after independence were marked by a supply policy based on the importation of textbooks. However, thanks to the 1979 community reform, the first textbooks were produced locally in Upper Volta. Since 1998, the current textbooks used in primary schools have been published and produced locally. This state of affairs indicates a political commitment to textbooks.

Keywords: learning, Burkina Faso, history of education, text books.

Introduction

Le présent article a pour objectif de cerner le contexte d'évolution de la politique de production et d'approvisionnement des manuels scolaires au Burkina Faso. Il s'agit d'un travail axé sur une perspective historique devant permettre de comprendre les mutations du secteur des livres et manuels scolaires. En effet, l'analyse tient compte de la période allant de l'indépendance à 2015. Elle met l'accent précisément sur les supports d'enseignement et pédagogiques des cycles d'enseignements primaire, post-primaire et secondaire du système éducatif burkinabè. Par ailleurs, il est admis que les manuels scolaires quelle qu'en soit la discipline ont contribué hier et participent encore aujourd'hui à la construction ou à l'invention idéologique, iconique, mémorielle, linguistique, culturelle de la nation. Il paraît important pour nous de revenir sur l'évolution de cet élément clef de l'enseignement.

Cette volonté se trouve soutenue par le constat qu'aujourd'hui, la plupart des activités menées dans le domaine de la promotion du livre sont axées sur l'élaboration de manuels destinés à l'enseignement. Pourtant les politiques nationales semblent timides à ce sujet. Alors, des manuels scolaires hérités du colonisateur à la mise en place du Centre national des manuels et des fournitures scolaires (CNAMAFS), que peut-on retenir ? Comment ont évolué les politiques nationales en matière d'acquisition et de production des manuels scolaires au Burkina Faso ? Quels sont les enjeux réels de la politique des manuels scolaires ?

La méthode adoptée pour la rédaction de ce document repose sur l'analyse du contenu de documents tels que des conférences, des communications scientifiques, des documents d'archives et des articles

scientifiques. Cette revue bibliographique a été complétée par une enquête de terrain.

1. Méthodologie

Cet article est le fruit d'un travail minutieusement organisé. La méthodologie de travail a combiné deux (02) techniques de mobilisation d'informations scientifiques. En effet, nous nous sommes basés principalement sur un travail d'exploitation documentaire et des entretiens semi-structurés avec des personnes ressources. Il s'agit alors d'une recherche largement qualitative. En effet, une consultation de documents a été faite tout au long de la rédaction de l'article. Plusieurs ressources documentaires provenant de plusieurs sources ont par ailleurs été rassemblées et exploitées. Il s'agit essentiellement de rapports institutionnels d'organismes gouvernementaux et d'organisations non gouvernementales, mais aussi des articles de presse qui ont fait l'objet de vérification et de recoupement préalables, afin de s'assurer de la fiabilité des informations collectées.

Pour ce qui concerne les entretiens semi-structurés, ils ont été menés avec les responsables de l'administration scolaire (07), les représentants d'institutions internationales (03), les responsables d'ONG et d'associations de l'éducation (03), les éditeurs de manuels scolaires (03) et les élèves et étudiants (06). Au total, vingt-deux (22) personnes ont été enquêtées. Ces entretiens ont couvert quatre (04) régions du Burkina Faso à savoir le Plateau central, le Centre, le Nord et le Centre Ouest. Les données collectées ont été manuellement traitées et exploitées dans le cadre de ce travail.

2. Problématique

Les manuels revêtent de multiples importances en termes de qualité des enseignements et des enjeux politiques, économiques et culturels.

2.1. Les enjeux pédagogiques et didactiques des manuels scolaires

Dans un pays comme le Burkina Faso où la qualité de la formation des enseignants demeure une difficulté, les manuels scolaires constituent le principal support pour une éducation et une l'instruction de qualité. Selon B.B, « *sans manuels, il est difficile voire impossible d'enseigner les compétences, les concepts et les contenus prescrits par les programmes scolaires*¹ ».

¹ BIKIENGA Boureima, Inspecteur de l'enseignement secondaire, enquêté le 12 août 2015

En effet, au regard de l'insuffisance de sources d'information notamment en zones rurales, le manuel constitue la plus importante et parfois la seule source de contenu et d'information pédagogiques pour les enseignants. Dans ces lieux, pour les apprenants, les supports physiques sont presque les seules sources d'acquisition des savoirs. « *Nous n'avons pas Internet et de salle informatique. Seuls les livres et les romans sont nos sources de culture* » déclare un scolaire du village de Manega/Oubritenga.

Aussi, très souvent, le manuel constitue-t-il la seule base de l'examen et de l'évaluation des acquis des élèves et des apprenants parfois même des maîtres et enseignants.

Outre ces enjeux purement pédagogiques, les manuels scolaires peuvent représenter une importance différente en fonction de la discipline (les disciplines scientifiques et les disciplines littéraires).

De l'avis de plusieurs observateurs et praticiens, il existe un lien étroit entre performances scolaires et la disponibilité des manuels scolaires constituant ainsi un enjeu principal.

2.2. Les enjeux économiques (coûts) et financiers (financement) des manuels scolaires

Les politiques d'édition et d'approvisionnement des manuels scolaires impliquent des enjeux financiers et économiques.

Au plan financier, le marché de l'édition, de la production et de la distribution des manuels et fournitures scolaires a été pendant longtemps dominé par le secteur public. Les investisseurs privés se sont montrés absents dans le domaine de l'édition en général, et des manuels scolaires en particulier. L'environnement institutionnel et juridique est jusque-là défavorable à des investissements privés plus importants. De nombreux facteurs liés principalement à la forte demande en livres, autres publications d'actualité expliquent cet état de fait. En plus, les populations disposent peu de moyens pour s'acquérir des livres souvent à prix élevés. Cela conduit la plupart des lecteurs à recourir à des ouvrages de seconde main importés d'Europe, en témoigne la présence de « *librairies par terre* » qui sont parchemins dans les grandes villes du pays comme Ouagadougou et Bobo Dioulasso. En outre, le papier importé est trop cher pour que l'impression soit rentable. A cela, s'ajoute le manque de qualification du personnel éditorial.

² OUEDRAOGO Tahirou, élève en classe de 3^e au CEG de Manega dans la région du Plateau central.

Par conséquent, il revient à l'autorité étatique de mettre en place les conditions appropriées au développement d'une industrie nationale du livre et des manuels scolaires. Ces actions se sont adressées aussi bien aux acteurs publics que privés. Pourtant, l'approvisionnement en manuels scolaires a nécessité la prise en compte de plusieurs considérations telles que la mobilisation des ressources, des dispositions juridiques et institutionnelles adéquates.

Du point de vue de la mobilisation des ressources, l'État a œuvré à dégager des sources de financement de l'édition, de la production, de l'approvisionnement des manuels et fournitures scolaires. Dès l'accession à l'indépendance du pays, une ligne budgétaire a toujours existé dans le compte des ministères en charge de l'éducation. Avec l'institution du service production des manuels scolaires au sein du Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation (MEBA) en 2001, un Fonds a été mis en place pour le financement des activités d'édition. En plus de ces actions, selon un commerçant privé de manuels scolaires à Ouagadougou, (H.K, 2020),

Il a fallu user de l'ingéniosité pour surmonter la contradiction interne d'une stratégie à la fois non commerciale et commerciale en poursuivant des objectifs qui semblent presque inconciliables. C'est pourquoi il est difficile de croire que l'approvisionnement en livres puisse être assurée et l'être durablement sans directives et intervention des pouvoirs publics.

Même dans le cas où l'approvisionnement est totalement concédé aux privés, la réussite d'une telle entreprise est fonction de la politique décidée, de la volonté politique de l'appliquer et de la capacité de mobiliser les ressources nécessaires à cet effet.

Au plan économique, on note que sur le terrain, l'usage des manuels dans les classes engendre des coûts parfois énormes. En effet, toute estimation faite, on aboutit à des sommes vertigineuses. Par ailleurs, on est en droit de se poser la question de savoir : « qui supporte les frais ? » Les élèves, les parents, l'école, l'État ?

Dans l'enseignement primaire, en général, il est nécessaire pour un élève : un livre de lecture et un livre de calcul pour les six (06) années, et pour chacune des trois dernières années un livre de sciences d'observation. Enfin, il est important d'avoir un livre de géographie et d'histoire pour chacune des deux (02) dernières années. En moyenne vingt (20) livres par élève au primaire et en moyenne d'au moins trois (03) ouvrages par an et par élève. Cette simulation peut être doublée et même triplée en ce qui concerne les élèves du post-primaire et du

secondaire. Aussi, l'introduction de nouvelles disciplines ne sont pas sans conséquences sur les revenus des familles.

3. Discussion des résultats

3.1. L'histoire des manuels scolaires au Burkina Faso

Jusqu'à la veille de l'indépendance, chaque ancien territoire français disposait d'un crédit très important pour l'achat des manuels et fournitures scolaires. Longtemps avant les rentrées scolaires, les éditeurs français envoyaient au Gouvernement de chaque territoire des listes qui permettaient à chacun de regrouper les commandes. A ces commandes s'ajoutaient les dons du Secrétariat d'État aux Pays d'Outre-mer³.

La décolonisation de l'Afrique a eu pour conséquence immédiate, la problématique des manuels scolaires. En effet, les Etats nouvellement indépendants se sont retrouvés très vite face aux difficultés d'approvisionnement de supports d'enseignement et pédagogiques, surtout face aux effectifs scolaires pléthoriques sans cesse croissants.

La recommandation de la conférence d'Addis Abeba d'africaniser les contenus devrait aboutir à la mise en œuvre de structures de production de manuels en Afrique. C'est alors que des Etats tels que la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont réussi à mettre sur pied des structures de production de manuels scolaires.

Malheureusement, cela n'a pas été le cas pour tous les autres africains à l'instar de la Haute-Volta. Selon Damiba, il avait été constaté que l'installation de maisons d'édition sur place reviendrait très coûteuse pour le pays. C'est alors qu'il a été adopté la décision d'importer⁴.

L'État s'est vite retrouvé à des difficultés d'approvisionnement et la conséquence fut l'impossibilité pour l'administration scolaire de donner à chaque élève un livre de lecture et/ou de calcul. Les causes de cette pénurie sont-elles liées aux politiques d'approvisionnement en manuels scolaires ? Comment la politique éditoriale du manuel scolaire destiné aux nouveaux Etats africains francophones comme la Haute-Volta, a-t-elle évolué ? Et à quels prix ?

³ BRETON J. et al., 1993, Les manuels scolaires de l'enseignement primaire dans les pays francophones africains et malgache, Paris, ANSB, p.15.

⁴ Damiba, ancien Directeur de la planification du Ministère de l'enseignement en Haute-Volta, enquêté le 15 juillet 2015.

Tableau n°1 : Répertoire de quelques manuels et livres scolaires en Haute-Volta avant la création de l'Institut Pédagogique du Burkina (IPB).

Éditeurs	Auteurs	Titres	Niveau
EDICEF (Istra, Hachette, IPAM)	Français et lectures		
	Davesne	Mamadou et Bineta	CP1
		Le français élémentaire	
		Les premières lectures de Mamadou et Bineta	CP2
		La famille Diavara : lecture au CE	CE1-2
		La langue française au CM	CM
	Davesne et Gouin	Mamadou et Bineta sont devenus grands	CM
		Contes de la brousse et de la forêt	CE-CM
	Senghor et Sadjì	La belle histoire de Leuk le lièvre	CE
	David (André)	Voix d'Afrique...Échos du monde : lecture	CM
	IPAM	Je vais à l'école : méthode de lecture	CP
	Calcul		
Davesne	Mamadou et Bineta apprennent à compter	CP1-2	

	Collection "Études ensemble"	Études ensemble arithmétique, la géométrie et le système métrique	CM1-2
	IPAM	Calcul	CE-CM
	Sciences		
	Grebert	Hygiène et conseils divers pour les Africains de la zone tropicale	
	IPAM	Sciences d'observation	CE-CM
	Géographie		
	Rubon (R.), M. Sacx	Mon pays la France-Le monde	CM
Nathan	Histoire		
	Boucher Paule	Histoire et civilisation de l'Afrique noire	

Source : Source : BRETON J. et al., 1993, Les manuels scolaires de l'enseignement primaire dans les pays francophones africains et malgache, p.22.

L'analyse de l'histoire des manuels scolaires indique que le Burkina Faso a connu trois grandes périodes de manuels scolaires depuis son accession à l'indépendance.

La première période fut le prolongement de la période coloniale. Elle est caractérisée par les livres édités par Istra et dont le principal auteur est Davesne. Ainsi, plusieurs ouvrages furent produits et édités dont chacun destiné un pays ou un ensemble de pays bien déterminés. Mamadou et Bineta a été le premier livre de lecture pour les jeunes enfants de la Haute-Volta indépendante. Édité par Nathan, « Histoire et civilisation de l'Afrique noire » fut le livre d'Histoire utilisé en Haute-Volta jusqu'à la réforme des programmes de 1962. Par contre, les manuels scolaires scientifiques sont d'obédience le fruit de l'éditeur IPAM (Institut pédagogique africain et malgache) depuis la réforme des contenus initié par la Conférence d'Addis Abeba jusqu'en 1986.

La deuxième période a été celle de la réforme de l'éducation communautaire pour le développement, introduite en Haute-Volta en 1979. En effet, des manuels scolaires avaient été produits pour la circonstance dans le but de répondre au besoin d'introduction des langues nationales dans l'enseignement primaire.

La troisième période qui est marquée par la production et l'édition des manuels en cours depuis 1986. Il s'agit principalement des livres « Lire au Burkina » conçus par des Burkinabè et édités par une structure nationale en l'occurrence l'Institut Pédagogique du Burkina (IPB).

Nous constatons avec le tableau n°1 que les éditeurs qui pourvoient les colonies francophones d'Afrique en manuels, furent essentiellement Français. Cependant, force est de constater que ceux-ci ne sont pas des philanthropes. Ce sont des firmes commerciales qui doivent faire du bénéfice. Une simple illustration comparative de prix pratiqué par les mêmes éditeurs et les mêmes manuels de même niveau permet de noter que ces entreprises n'étaient pas des philanthropes.

Tableau n°2 : Évolution des prix⁵ du manuel scolaire voltaïque en comparaison avec le manuel scolaire français

Auteur	Livres	Niveau	Prix/Année			
			1969	1970	1971	1975
DAVESNE	Mamadou et Bineta apprennent à lire et à écrire	CP1	5,5	5,5	5,8	6,8
HOUBLAIN	Daniel et Valérie	CPA	3,6	3,9	4,1	4,7

Source : Breton, J. et al., 1993, Les manuels scolaires de l'enseignement primaire dans les pays francophones africains et malgache, p.25.

Il s'agit d'une comparaison de deux manuels scolaires dont le premier était destiné aux écoles africaines tandis que le second importé par certaines anciennes telle que la Haute-Volta. Du point de la qualité, le manuel « *l'écolier africain* » était conçu en noir-blanc, contrairement à celui de son camarade français qui était imprimé en quatre couleurs illustrées.

En effet, après l'indépendance et même jusqu'à une période pas très lointaine, le Burkina Faso a toujours eu recours aux maisons d'édition françaises dont les plus importantes étaient Istra, Hachette, Nathan, Hatier, Larousse, Armand Colin, Bordas, etc. Comme partout en Afrique noire francophone, les manuels scolaires primaires, ci-dessus cités, étaient exclusivement conçus par des pédagogues français, et ce, jusqu'à la réforme de l'éducation communautaire pour le développement de 1979 de l'Institut pédagogique du Burkina (I.P.B).

3.2. Évolution de la politique d'approvisionnement des manuels scolaires

⁵ Le prix utilisé était le Franc français (avant l'entrée en vigueur de l'euro).

3.2.1. Analyse de l'évolution des supports didactiques

Cette politique commune a été marquée par l'institution de commissions chargées de proposer des changements aux disciplines concernées par la réforme. Afin de concrétiser au maximum, il a été créé par les Africains et en Afrique, un instrument de conception des manuels scolaires. Il s'agissait précisément de l'IPAM.

Dans cet élan nationaliste, la Haute-Volta a initié une réforme dont les grands axes ont été la nationalisation des programmes. L'Institut National d'Alphabétisation (INA) s'est vu au centre de la mise en œuvre de la phase expérimentale de la réforme de l'éducation communautaire pour le développement de 1979 à 1984. En effet, cette dernière structure fut chargée d'éditer des manuels pour les premières années, cours préparatoire (CP), et ce, principalement dans toutes les trois langues nationales retenues à savoir le *mooré*, le *fulfuldé* et le dioula.

A la fin d'année scolaire 1984, (fin de l'expérimentation de la réforme de l'éducation communautaire pour le développement), le Conseil National de la Révolution (CNR) refusa sa mise en application effective, et les manuels scolaires se sont retrouvés sans importance. Il fallait une fois de plus faire un recours exclusif aux manuels et fournitures scolaires importés. Kadissa Sawadogo soutient qu'à ce début de la période révolutionnaire, les enseignants pratiquaient, soit la méthode syllabaire avec le livre de lecture « Mamadou et Bineta » soit la méthode « CLAD⁶ » avec le livre de lecture « Pour parler français⁷ ». C'est alors que les réflexions portèrent sur l'adoption de la méthode mixte. Cependant, les coûts élevés⁸ de ces deux manuels importés constituaient un handicap à son application effective sur le terrain et dans toutes les classes. C'est alors qu'une décision politique fut prise pour la création de l'Institut pédagogique du Burkina (I.P.B) en 1986.

3.2.2. La création de l'Institut pédagogique du Burkina (I.P.B)

Il a fallu attendre 19 ans après l'indépendance du pays pour voir naître la première structure publique capable de produire des ouvrages

⁶ Centre de Linguistique Appliquée (CLAD) de Dakar qui avait produit un livre de lecture dont l'application au Burkina Faso débuta à partir de 1971.

⁷ Sawadogo Kadissa, 2003, Image de la femme et de la petite fille dans les manuels de lecture en vigueur dans les écoles primaires au Burkina Faso : écoles classiques/écoles bilingues, Diplôme d'aptitude à la recherche en éducation, Institut catholique de Paris, p.25.

⁸ Respectivement 2 500 et 3 000 FCFA.

et des fournitures scolaires au Burkina Faso. Par conséquent, le marché de l'édition des manuels scolaires de l'enseignement primaire revenait à l'Institut Pédagogique du Burkina. Quant aux manuels d'alphabétisation, leur production fut concédée à l'Institut national d'alphabétisation (INA). C'est pour toutes ces raisons à la fois pédagogiques, culturelles, politiques et économiques, que la décision de produire les manuels scolaires au Burkina a été prise en 1986 dans un contexte sociopolitique particulier marqué par la volonté de « produire et consommer burkinabè⁹ ».

Ainsi, à la préparation de la rentrée 1986-1987, l'édition et la production des manuels scolaires du primaire fut alors confiées à l'I.P.B. Les documents d'apprentissage de la lecture au primaire ainsi produits sont intitulés depuis « Lire au Burkina » pour le CP1, « Karim et Aïssa » pour le CE2.

Pour un meilleur fonctionnement, un fonds de l'édition a été créé par Arrêté n°28-089/MEBA/SG du 92/07/1992. Son objectif était d'assurer à long terme un autofinancement de la production des manuels par cet institut. Ce fonds est alimenté par les produits de la vente des manuels, les frais de location, les droits d'auteurs payés versés par le Bureau Burkinabè du droit d'Auteur (BBDA), les subventions de l'État étaient évaluées à 6% du budget annuel du MEBA, etc. L'IPB a bénéficié également de ressources financières provenant de la Banque mondiale.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan décennal de développement de l'enseignement post-primaire (PDEPP) (1991-1996), au total 1.766.000 manuels ont été achetés et distribués aux écoles, ce qui a élevé le rapport élève/manuel à 1 pour les mathématiques, les sciences, le Français et les sciences sociales. Le projet a également financé l'acquisition de 10.000 guides pédagogiques, 444 trousseaux pédagogiques pour les enseignants et les élèves, 50.508 livres pour les bibliothèques¹⁰.

Le projet a contribué à la mise en place d'un fonds roulant pour l'achat des manuels, qui à la fin du projet, avait 500 millions de F CFA en compte. Ce fonds est constitué en partie par le ministère, qui fournit 30 millions de F CFA par an, et par les fonds dérivés de la location des

⁹ Soulama/Coulibaly, Z., 2006, Production des manuels scolaires : L'expérience du ministère de l'éducation de base, in Lefaso.net.

¹⁰ Banque mondiale, 2007, « Burkina Faso : le projet d'éducation post-primaire », in Findings - Africa Région n°133, p.4.

manuels aux élèves du public à 500 F CFA par livre par an (1 \$) et par la vente des manuels aux écoles privées.

Le cadre du Projet Éducation III, les objectifs en ce qui concerne les manuels scolaires ont été satisfaisants. La production des manuels en grande quantité par l'IPB a contribué à en réduire sérieusement les prix. L'appui du projet à l'Ecole Nationale des Enseignants du Primaire (ENEP) de Loumbila permet de former trois cent cinquante (350) Instituteurs par an.

3.2.3. La mise en place du Centre national des manuels et des fournitures scolaires (CNAMAFS)

En 2011, l'État burkinabè a décidé de la création de structure spécialisée en charge des manuels et des fournitures scolaires : le Centre national des manuels et des fournitures scolaires (CNAMAFS). Ce service a été créé par le Premier ministre (Décret n°2012-1106/PRES/PM/MESS/MEF portant approbation des statuts du CNAMAFS). C'est un établissement public de l'État (EPE) avec une autonomie de gestion. Placé sous la tutelle conjointe des Ministères chargé de l'économie et des enseignements secondaire et supérieur, le CNAMAFS a pour mission fondamentale :

- « - *l'appui à la conception des manuels et fournitures scolaires ;*
- *l'édition et la production des manuels et fournitures scolaires ;*
- *la gestion du Fonds d'édition des manuels du secondaire et la gestion de l'imprimerie du ministère ;*
- *la diffusion et la mise à disposition des établissements scolaires des manuels et fournitures scolaires¹¹ ».*

Pour une meilleure exécution des missions à lui assigné, le CNAMAFS a été doté de deux directions techniques avec des missions distinctes : la direction de la Gestion et du Suivi des manuels et fournitures scolaires (DGSMFS) et la direction de l'Édition et de la Production des manuels et fournitures scolaires (DEPMFS).

Les ressources du CENAMAFS sont formées par les subventions de l'État, les frais de location et de cession des manuels conçus ou produits

¹¹ Premier ministre, 2012, Décret n°2012-1106/PRES/PM/MESS/MEF portant approbation des statuts du le Centre national des manuels et des fournitures scolaires (CNAMAFS), art.3, p.2

par le centre, les droits d'auteur pour les manuels conçus ou produits par le centre, les dons et les legs¹².

Les activités du CNAMAFS ont permis à l'État de lancer une politique de gratuité des manuels et des fournitures scolaires.

3.6. La gratuité des manuels et fournitures scolaires

Dans le souci de garantir une éducation pour tous à tous les enfants du Faso, les autorités politiques ont décidé de la gratuité des fournitures scolaires à partir de l'année scolaire 2007/2008.

La politique de gratuité est entachée de difficultés dans sa mise en œuvre effective, entre autres l'approvisionnement tardif des établissements (écoles).

Ce retard constitue une entrave au bon déroulement de l'année scolaire dans de nombreuses écoles. De l'avis des acteurs, cette situation est causée par la complexité des procédures de passation des marchés. Comme l'a affirmé un responsable chargé du transfert des compétences et des ressources financières, au niveau du primaire dans la commune de Ouahigouya,

le mécanisme qui guide le choix des fournisseurs, c'est-à-dire les procédures de passation des marchés est un peu complexe, ce qui provoque les retards dans la livraison. Si vous avez remarqué, ces deux dernières années, il y a eu du progrès. En 2009, la livraison a été effective en mars. En 2010, elle a eu lieu au cours du mois de décembre. Pour 2011, elle s'est effectuée pendant le mois d'octobre. Au vu des expériences que nous avons tirées les années précédentes, je pense qu'on pourrait le faire dès la rentrée prochaine si d'autres problèmes qui ne dépendent pas de nos compétences ne rentrent pas en ligne de compte¹³.

La politique de gratuité s'est retrouvée confortée par la détermination, en 2013, par arrêté ministériel d'un cartable minimum pour chaque élève. Il s'agit de l'arrêté n°2013-24/MENA/MEF portant composition du cartable minimum des élèves et du contenu du fonctionnement courant des écoles de l'enseignement primaire au Burkina Faso.

Cet arrêté fixe les éléments matériels nécessaires pour chaque élève selon le cycle scolaire dans l'enseignement primaire.

¹² Premier ministre, 2012, Décret n°2012-1106/PRES/PM/MESS/MEF portant approbation des statuts du Centre national des manuels et des fournitures scolaires (CNAMAFS), art.3, p.9.

¹³ Kafando, N. Gustave, Conseiller d'intendance scolaire et universitaire mis à la disposition de la commune de Ouahigouya, enquêté le 14 août 2015.

Aussi, dans la mise en œuvre de la politique de gratuité, le transport des colis appartient à la Direction d'allocation des moyens spécifiques (DAMSE) du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) qui assure aussi le rôle de stockage, de distribution en fonction des besoins exprimés aux treize (13) Directions régionales de l'éducation et de l'alphabétisation (DRENA). Elle œuvre afin de les acheminer jusqu'aux Circonscriptions d'éducation de base (CEB) puis aux écoles.

4. Les limites de la politique des manuels scolaires au Burkina Faso

4.1. Difficultés liées à l'insuffisance des manuels scolaires

La faible couverture des élèves et des enseignants en manuels et fournitures scolaires peut être stratifiées à plusieurs niveaux. Elle dénote d'un déséquilibre mondial du marché du papier et de l'édition. La plupart des pays même en voie de développement disposent de moyens (humains, financiers et technologiques) de base nécessaires pour produire des manuels. Mais, la principale difficulté pour les pays comme le Burkina Faso se trouve au niveau de l'acquisition du papier. En effet, l'industrie du papier est entre les mains d'un petit nombre de pays industrialisés qui vendent le papier à des prix très élevés. Cela handicape la volonté d'implantation des industries d'édition locales. Un éditeur-imprimeur basé à Ouagadougou souligne que la véritable contrainte au développement de l'activité d'édition et d'impression est la cherté du prix du papier¹⁴. Cette cherté occasionne un coût d'édition-impression par page plus élevé.

Parmi les difficultés liées à la pénurie des manuels, il y a le caractère unilatéral de ce commerce. Certains auteurs n'hésitent pas à lancer que « *le commerce des livres a tendance à fonctionner à sens unique ; il consiste en exportations de livres des pays industrialisés vers les pays en développement*¹⁵ ». Cette situation n'est pas prête à s'améliorer au regard des relations de subordination des pays en voie de développement surtout au plan commercial.

Les inconvénients des politiques adoptées pour pallier l'insuffisance des manuels scolaires notamment les livres d'apprentissage. Au regard du nombre insuffisant des livres disponibles par an, certains responsables au niveau central, déconcentré et même sur le terrain c'est-à-dire dans les établissements

¹⁴ Ouédraogo Hamado, PDG de Faso-édition, enquêté le 18 juillet 2015.

¹⁵ UNESCO, Guide l'approvisionnement durable en livres, en ligne. Url : http://www.unesco.org/education/blm/guidecontent_fr.php, consulté le 15/09/215

et les classes, ont travaillé à rendre équitables ces outils combien précieux pour la réussite scolaire. C'est ainsi qu'ont été instaurées au Burkina Faso la politique « un livre par table ou pour plusieurs élèves », « la réutilisation des mêmes livres pendant plusieurs années ».

Ces politiques entraînent nécessairement des freins à certaines attentes pédagogiques à savoir :

- il y a une diminution conséquente du temps d'usage de chaque enfant dans le cas de l'affectation d'un seul manuel pour de nombreux élèves ;
- une limitation des apprentissages hors horaires de cours. Puisque le livre appartient à plusieurs élèves, le maître se voit dans l'obligation de le garder à l'école ;
- la confiscation des livres à la fin de l'année scolaire car ceux-ci doivent être réemployés l'année suivante par d'autres élèves. Cet acte prive les élèves d'un moyen important de révision pendant la période de vacances mais aussi au cours de leurs futures années de scolarité.

La dernière difficulté dont cette étude fait cas est la qualité des manuels scolaires nationaux. A ce sujet, les critiques sont virulentes. En effet, malgré des initiatives de renforcement des capacités des acteurs de l'édition publique ministérielle précisément ceux du MENA et du Ministère des Enseignement Secondaire et Supérieur (MESS) à travers la formation des rédacteurs et des lecteurs à travers des ateliers et séminaires, on relève encore des insuffisances dans la réalisation des manuels. C'est notamment des fautes récurrentes qui sont parfois relayées par la presse privée et publique.

4.2. Des difficultés liées à la politique de gratuité des manuels et du cartable minimum

Par rapport à l'effectivité de la distribution, au respect des délais de mise à disposition, à la quantité et la qualité des fournitures dans certaines régions du pays, il est observé sur la plupart des circonscriptions d'éducation de base (CEB) et communes visitées, une baisse des allocations, que les responsables expliquent par les événements que le pays a connus. Par ailleurs, pour ce qui est de la quantité, le nombre d'élèves a augmenté alors que l'enveloppe allouée est restée statique. A cela, s'ajoute la reconduction systématique des allocations dans certaines communes sans tenir compte de l'accroissement des effectifs. Un autre constat majeur qui se dégage est que dans la plupart des communes, les fournitures ont été livrées avec

des retards et ne sont pas conformes aux échantillons présentés pour l'obtention du marché.

En effet, la baisse des allocations crée un déficit par rapport au nombre d'enfants bénéficiaires du cartable. Il y a également que le retard (quasi général), dans la mise à disposition des cartables, ne permet pas aux élèves de suivre correctement les cours parce qu'à certains moments, ils ne peuvent pas participer aux exercices, en raison du manque d'ardoises, de cahiers pour recopier les leçons, de matériel de mathématiques, etc. La mauvaise qualité du matériel et des fournitures livrés, quant à elle, limite la durabilité et l'utilisation optimale des acquisitions, toute chose qui hypothèque les apprentissages et « obligent » les parents à contribuer. Outre le cartable minimum, l'insuffisance de manuels scolaires (livres de lecture, éveil, calcul et autres), autre problème très récurrent, menace sérieusement les activités pédagogiques : elle se pose avec acuité dans de nombreuses communes.

Conclusion

Cet article a prouvé, une fois de plus, que le secteur du livre est inscrit dans les politiques du gouvernement burkinabè. Le développement de l'édition des manuels scolaires se trouve encouragé, en témoigne la floraison des entreprises privées spécialisées dans l'édition, la production et la diffusion du livre et des manuels scolaires. En effet, le marché de l'édition du livre est encadré par une association professionnelle « Association des éditeurs du Burkina Faso ».

Cependant, cette dynamique est handicapée par les difficultés d'ordre financier, professionnel et organisationnel ainsi que la mise en œuvre effective de la politique d'un (01) livre par élève. Le recours à des éditeurs locaux devrait réduire les coûts des manuels et fournitures scolaires tout en garantissant les bénéfices. Au-delà d'un souci économique, s'ils sont produits localement, les manuels scolaires peuvent tenir compte des réalités culturelles, sociales et économiques locales.

Aussi, de plus en plus, est-il recommandé de concevoir un livre unique pour chaque classe ou autant que possible un seul livre contenant tous les programmes du cycle ou encore un seul livre contenant tous les programmes de tous les cycles pour chaque discipline. Cette politique aura pour impact la conservation du livre durant tout le cycle et si possible au cours de toute la scolarité. Il se pourrait même que ce document puisse être conservé au-delà de la scolarité.

La politique nationale en matière de production de manuels a permis d'adapter les contenus d'enseignement aux réalités socio-culturelles des élèves. Aussi, a-t-elle participé à une baisse sensible des coûts de production car une partie du travail surtout de rédaction et de lecture est effectué sur place. Une étude financée par le Groupe de la Banque mondiale relève que « *les éditeurs¹⁶ ont indiqué que, dans nombreux pays subsahariens, les libraires majorent le prix de détail officiel de 20 à 50 % pour augmenter leur rentabilité¹⁷* ».

En plus, un accent doit être mis sur les critères d'octroi des marchés d'édition et d'acquisition de ces manuels et de fournitures scolaires. En effet, les procédures concurrentielles de passation des marchés doivent être privilégiées au détriment des celles basées sur le gré à gré. De l'avis de Fredriksen, Brar et Trucano, « *la passation efficace et transparente des marchés de manuels nécessite une bonne supervision professionnelle¹⁸* ».

Au Burkina Faso, une coopération étroite entre les autorités publiques en charge de l'éducation et les organisations de la société civile (syndicats de l'éducation, association et ONG) pourrait contribuer à limiter la corruption, à garantir les livraisons dans les délais requis et la qualité de ces outils indispensables de travail des élèves et des enseignants.

La participation de la société civile de l'éducation paraît alors essentielle. En effet, on a toujours besoin d'un dispositif d'examen et de contrôle de la qualité des manuels et des matériels d'apprentissage utilisés dans les classes, pour en évaluer la pertinence, le contenu, la méthode pédagogique et l'efficacité, mais aussi pour veiller à ce que les matériels pédagogiques fournis correspondent bien à la politique voulue par le gouvernement.

Cela participe aussi à un effort d'équipement de nos institutions en termes de fabrication et de distribution de manuels scolaires quand bien même l'édition publique reste toujours au stade embryonnaire, donc incapable d'assurer des tirages en grand nombre. Alors, un renforcement de ses équipements et de ses compétences s'avère nécessaire.

¹⁶ Il s'agit là des éditeurs étrangers résidant notamment dans les pays développés.

¹⁷ FREDRIKSEN B., BRAR S. et TRUCANO M., 2015, *Fournir des manuels scolaires à tous les enfants d'Afrique subsaharienne. Stratégies de lutte contre leur cherté et leur faible disponibilité*, New York, Groupe de la banque mondiale, p.46

¹⁸ Fredriksen, B., Brar, S. et Trucano, M., 2015, op. cit, p.44

Cet article a permis de constater que les inégalités ne résident pas seulement dans l'accès aux connaissances mais aussi dans les possibilités d'y accéder. Aussi, il a permis de constater que bien que le manque de financement soit souvent considéré comme le principal responsable de la faible disponibilité de manuels dans nos Etats, la pénurie de manuels est due en grande partie aux difficultés de financement.

Références bibliographiques

- Barry, M. et al.**, 1987a, Livre de lecture 2^{ème} année, Ouagadougou, IPB/MEBA, 111 p.
- Barry, M. et al.**, 1989, Livre de lecture 3^{ème} année, Ouagadougou, IPB/MEBA, 127 p.
- Barry, M. et al.**, 1992, Livre de lecture 5^{ème} année, Ouagadougou, IPB/MEBA, 223 p.
- Barry, M. et al.**, 1994, Livre de lecture 6^{ème} année, Ouagadougou, IPB/MEBA, 239 p.
- Bonnet, G.**, 2007, "What do recent evaluations tell us about the state of teachers in sub-Saharan Africa?", Discussion Paper presented for the "Comparative Indicators on Teachers and Teaching: Current Policies, Emerging Issues, Opportunities and Challenges" Workshop, October 3-5, 2007, UNESCO, Paris. Document de travail.
- Breton, J. et al.**, 1993, Les manuels scolaires de l'enseignement primaire dans les pays francophones africains et malgache, Paris, ANSB, 47 p.
- Brossard, M., Foko, B.**, 2007, Les acquisitions scolaires et la production d'alphabétisation de l'école primaire en Afrique : approches comparatives. Note thématique N°2, Pôle de Dakar.http://www.poledakar.org/IMG/Not_Them_02_FR.pdf.
- CONFEMEN**, 1995, L'Éducation de base : vers une nouvelle école. Document de réflexion et d'orientation. Dakar : CONFEMEN.
- CONFEMEN**, 1999, L'insertion des jeunes dans la vie active par la formation professionnelle et technique, Document de réflexion et d'orientation, Dakar : CONFEMEN.
- CONFEMEN**, 1999, Les facteurs de l'efficacité dans l'enseignement primaire : les résultats du PASEC sur neuf pays d'Afrique et de l'Océan Indien, Rapport de synthèse, Dakar : PASEC-CONFEMEN.
- CONFEMEN**, 2000, Dynamique partenariale et qualité de l'éducation/formation, Document de réflexion et d'orientation. Dakar : CONFEMEN

- Conférence des Ministres de l'Éducation des Pays ayant le Français en partage (CONFEMEN)**, 2018, La qualité de l'éducation un enjeu pour tous. Constats et perspectives. Dakar : CONFEMEN
- Drabo, Y. K.**, 1977, Politique et idéologie (s) des manuels scolaires en Haute-Volta, Bordeaux, Mémoire Maitrise, Sciences de l'éducation : Bordeaux 3
- Fredriksen, B., Brar, S. et Trucano, M.**, 2015, Fournir des manuels scolaires à tous les enfants d'Afrique subsaharienne. Stratégies de lutte contre leur cherté et leur faible disponibilité, New York, Groupe de la banque mondiale, 119 p.
- Groupe d'enseignants du Burkina Faso**, 1989, Livre de lecture 4^{ème} année, Ouagadougou, IPB/MEBA, 175 p.
- Pearce, D.**, 1990, Guide pour la planification et la gestion des projets gouvernementaux de production de manuels scolaires : recherche des facteurs de réduction des coûts, Paris, Unesco, 128 p.
- Premier ministre**, 2012, **DECRET** n°2012-1106/PRES/PM/MESS/MEF portant approbation des statuts du Centre national des manuels et des fournitures scolaires (CNMFS).
- Sanou, B (née Dao) et al.**, 1998, Lire au Burkina, 1^{ère} année, IPB-MEN, 131 p.
- Sawadogo, K.**, 2003, Image de la femme et de la petite fille dans les manuels de lecture en vigueur dans les écoles primaires au Burkina Faso : écoles classiques/écoles bilingues, Diplôme d'aptitude à la recherche en éducation, Institut catholique de Paris, 181 p.
- Soulama/Coulibaly, Z.**, 2006, Production des manuels scolaires : L'expérience du ministère de l'éducation de base, in Lefaso.net.
- UNESCO**, 1990, Déclaration Mondiale sur l'Éducation pour Tous, Paris, UNESCO
- UNESCO**, 2005, Programme d'amélioration de la qualité par des manuels scolaires, Rapport final, Paris, 62 p.
- UNESCO**, 2008, Comment promouvoir l'égalité entre les sexes par les manuels scolaires ? Guide méthodologique à l'attention des acteurs et actrices de la chaîne du manuel scolaire, Paris, Unesco, 98 p.
- Vendevelde, L.**, 1994, Le manuel scolaire, investissement...ou gaspillage ? in Le Courrier n°148, novembre-décembre 1994, pp.65-71
- Verdelhan-Bourgade, M., et al.**, 2007, (coord.). Les manuels scolaires, miroirs de la nation ? Paris, L'Harmattan, 294 p.
- Zidouemba, D. H.**, 2001, Le développement du livre en Afrique, in BIFAN, B, Tome 51, n°1-2, pp. 237-266